

## LE DÉPUTÉ

**M. Rod Murphy (Churchill):** Monsieur le Président, tous les députés devraient se joindre à moi pour condamner le récent voyage effectué en Afrique du Sud par le député conservateur de Portage—Interlake. Cet incident embarrassant ne nous étonne cependant guère de la part de ce député ni, malheureusement, de la part du Parti conservateur.

Le premier ministre, qui cherche à projeter l'image d'un homme d'État de calibre mondial et de leader de la lutte contre l'apartheid, a encore beaucoup de travail à faire dans son propre caucus.

Lorsqu'on lui a demandé pourquoi il faisait ce voyage, compte tenu de la politique du gouvernement, le député de Portage—Interlake a répondu qu'il ne souscrivait pas à toutes les mesures prises. En se rendant en Afrique du Sud, il a fait abstraction de la position du gouvernement concernant le tourisme dans ce pays. En dépensant de l'argent en Afrique du Sud, il s'est moqué des sanctions économiques que le gouvernement appuie. En visitant les réserves de gibier de l'Afrique du Sud pour son propre plaisir, il a relégué les droits humains les plus fondamentaux au rang de considération mineure.

Le député de Portage—Interlake doit des excuses au gouvernement, à la Chambre et au Canada.

\* \* \*

LE TRAITÉ CANADO-AMÉRICAIN SUR  
L'EXTRADITION

**Mme Pauline Browes (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)):** Monsieur le Président, Charles Ng est au Canada depuis plus de quatre ans, bien qu'il soit recherché en Californie pour une série de meurtres cruels.

Les avocats de Ng ont réussi à bloquer son extradition par une série d'appels, qui ont tous été rejetés, y compris le dernier qui a été interjeté auprès de la Cour suprême du Canada.

Le moment est venu de renvoyer Ng chez lui. Je prie instamment le ministre de la Justice d'invoquer le traité canado-américain sur l'extradition afin de remettre Ng à la justice de la Californie.

Nous ne pouvons laisser notre pays devenir le refuge de ceux qui fuient la justice.

## Questions orales

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

## L'AFRIQUE DU SUD

**Mme Christine Stewart (Northumberland):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Le premier ministre aurait dit hier, à propos de l'Afrique du Sud, qu'il voulait la ramener à la raison et non l'obliger à se soumettre.

Cette observation et la série d'autres déclarations tièdes du premier ministre sur les sanctions contre l'Afrique du Sud bouleversent tous les Canadiens et les étrangers qui veulent voir disparaître l'apartheid de l'Afrique du Sud.

L'annonce faite par le gouvernement d'Afrique du Sud de la conclusion d'un accord avec les banques internationales lui facilitant le remboursement de sa dette avive les craintes.

Qu'est-ce qui importe le plus pour notre gouvernement, un compromis diplomatique avec Margaret Thatcher ou l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud?

[Français]

**L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures):** Monsieur le Président, je pense qu'hier j'ai très bien exprimé quel était le but du gouvernement du Canada, et nous continuerons à appliquer des pressions tant que l'apartheid ne sera pas démantelé. C'est là notre position première.

Quant au ré-échelonnement de la dette de l'Afrique du Sud, auquel mon honorable collègue a fait référence, je dois vous dire que nos efforts ont toujours été d'obtenir les conditions les plus dures possibles. Et j'aimerais peut-être indiquer à mon honorable collègue les mesures qui ont été annoncées, hier, dans ce nouveau *package*: Entre autres, Pretoria cherchait à obtenir 10 ans, il n'a obtenu que trois ans et demi; et dans la plupart des ré-échelonnements comparables, les pays obtiennent de nouveaux capitaux, l'Afrique du Sud n'a obtenu aucun nouveau capital.

Également, normalement, on ne doit rembourser que l'intérêt, non pas le principal. L'Afrique du Sud doit rembourser 20,5 p. 100 du principal en sus de l'intérêt. Et j'aimerais dire à ce sujet-là, monsieur le Président, que l'Union des banques suisses, membre du Comité de ré-échelonnement, a décrit l'accord comme plutôt dur et a déclaré «que c'est le maximum qu'ils pouvaient obte-